

Projet Interuniversitaire Ciblé 2008-2012 – et année complémentaire

Rapport narratif final

Titre du projet : Bonne gouvernance provinciale, pratiques efficaces en RDC

Institution partenaire :

- Université Catholique du Graben (Butembo)–
Département des Sciences Politiques de la Faculté des
Sciences sociales, Politiques et Administrative
- Université de Liège – Cellule d’Appui politologique en
Afrique-Caraïbes, Département de science politique ;
- Université Catholique de Louvain (Belgique),
département d’anthropologie

Rappel sommaire des objectifs de l'activité

La motivation principale du projet interuniversitaire ciblé consistait à accompagner, au Nord Kivu et en Ituri, la société civile, les forces politiques et les milieux académiques aux élections provinciales qui devaient être mises sur pied après celles de 2006 et aux élections locales qui avaient, dans un premier temps, été prévues en même temps puis tout de suite après les élections de 2006 et, au moment où le projet était déposé, devaient être organisées en 2009.

Très concrètement, l’observation des pratiques efficaces en RDC et la défense et illustration de la bonne gouvernance devaient s’inscrire dans un cycle électoral qui n’a pas eu lieu à ce niveau. L’hypothèse de base de notre travail n’a donc pas été rencontrée. En effet, les élections de 2011 ont concerné l’assemblée nationale et le siège de président de la République. Il est utile de rappeler ici que les critiques émises tant par le Centre Carter que par l’Union européenne sur la crédibilité des élections illustrent le fait que la bonne gouvernance nationale reste un sujet majeur et prioritaire de discussion pour nombre de citoyens congolais, face à un manque de transparence évident. Il suffit de signaler que la Commission électorale nationale indépendante n’a jamais publié le tableau complet des résultats, depuis les bureaux de vote jusqu’au décompte final et que nul n’a pu vérifier ne seraient-ce que les calculs de la commission donnant Joseph Kabila gagnant. De l’autre côté, les revendications de l’opposant Etienne Tshisekedi wa Mulumba n’ont jamais non plus été appuyées sur des chiffres précis émanant des bureaux de vote. Les élections législatives peuvent apparaître comme plus crédibles, dans la mesure où la majorité des députés sortants n’ont pas été réélus mais les calculs des résultats de chaque circonscription n’ont pas accompagné les proclamations d’élus. L’hypothèse de base de notre projet, à savoir la tenue d’élections et d’élections tant soit peu crédibles, n’a donc pas été rencontrée, ni au niveau national où la crédibilité a manqué, ni au niveau provincial ou local où elles n’ont pas eu lieu.

L’autre hypothèse qui pesait sur notre projet et qui avait été explicitée, à savoir l’amélioration de la vie quotidienne par la mise au pas des groupes armés, n’est toujours pas rencontrée non plus. La situation politique et sécuritaire dans le Nord-Kivu, au moment du lancement du projet, était désastreuse à cause de la guerre dans la région et de l’insécurité permanente. Les opérations de nettoyage des groupes armés lancées par les troupes des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC), appuyées, armées et encadrées par les forces de la Mission de l’Organisation des Nations Unies pour

le Congo (MONUSCO) ont commencé seulement durant l'année 2013 et ne sont pas encore terminées à l'heure d'écrire ce rapport. Face aux exactions permanentes de divers groupes armés, la société civile était évidemment prioritairement mobilisée pour résister et protester auprès de la communauté internationale, comme les forces politiques étaient concentrées sur la gestion de la violence tandis que les chercheurs devaient travailler avec des groupes sociaux qui avaient d'autres priorités.

Une partie significative de notre travail durant chaque année du projet était basée sur l'hypothèse de la mobilisation pour les élections provinciales et de la probabilité d'élections locales dans les années du projet et cela a conditionné la forme de continuation de notre travail. La dynamique de mobilisation des forces politiques durant la campagne électorale n'a donc pas pu être utilisée, ni la capacité d'interpellation des élus en cours de mandat. La dynamique politique a dû être réajustée chaque année.

Chaque année du projet, a été consacrée dès lors, tout d'abord à rattraper le retard déjà pris lors de la première année à cause de l'impossibilité de circuler dans les provinces concernées à la suite des violences locales et puis, d'année en année, de terminer les activités initialement prévues au cours de l'année précédente et à proposer à la société civile et aux entrepreneurs politiques des formations plus utiles à moyen terme qu'à court terme puisque les élections ont été repoussées systématiquement à une date encore inconnue à l'heure actuelle.

En outre, le travail de récolte d'informations, de traitement des données et la formation méthodologique et épistémologique des deux doctorants par notre partenaire de l'UCLouvain, le professeur Pierre-Jo Laurent a mobilisé leur énergie durant leurs missions en Belgique.

Parallèlement à ces contacts politiques et sociaux, l'objectif de stabiliser le fonctionnement de l'Observatoire de la Décentralisation de l'Administration et de la Gouvernance (ODAG) au sein de l'Université catholique du Gabon et du paysage académique provincial a pris du temps des acteurs du projet.

Résultats des premières années du projet

Comparaison entre les actions prévues dans le cadre de l'activité et les activités réalisées, en distinguant les divers postes budgétaires, sous forme de tableau, mais sans indication des données financières

Activités prévues	Actions réalisées
Investissement	
<ul style="list-style-type: none"> • Achat matériel pour l'aménagement du bâtiment. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Le bâtiment est construit et abrite les locaux de l'ODAG : deux bureaux et une salle « Patrice Emery Lumumba » pour une centaine de personnes. Achat tables, chaises, matériel informatique,...

	Aménagement des deux locaux prévus : connexions internet, paratonnerre,...
Fonctionnement	
<ul style="list-style-type: none"> • Frais de fonctionnement généraux prévus (consommables, entretien, communications...) 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Dépenses en consommables, matériel de bureau, carburant, reprographie et communication (organisation de séminaires et formation tant à Butembo qu'à Goma et Kisangani)
Personnel	
<ul style="list-style-type: none"> • Pas prévu 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ -
Bourses	
<ul style="list-style-type: none"> - 2 boursiers x 3 mois de bourses en Belgique - 2 bourses locales 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les deux boursiers ont pu venir chaque année effectuer leur stage en Belgique, à l'Ulg avec connection à l'UCL. ➤ 2 x 8 mois de bourses locales
Séjour et Déplacement	
<ul style="list-style-type: none"> - Missions Nord-Sud : encadrement et suivi du projet. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les missions ont été réalisées chaque année.
Divers	

Difficultés particulières :

1) Outre les difficultés majeures liées à l'insécurité endémique de la province et au retard d'année en année des élections, il faut mentionner que la Constitution de 2006 prévoyait en son article 2 que la République Démocratique du Congo (RDC) devait passer de treize provinces à vingt-six provinces au bout de trois ans. Cette création de nouvelles provinces constituait donc une obligation constitutionnelle pour l'année 2009 et avait, en conséquence, formaté le terrain de recherche. Mais elle fut repoussée d'année en année pour être ensuite renvoyée aux calendes grecques. En effet, la révision constitutionnelle de janvier 2011 a confié, par le nouvel article 226, à une loi de programmation la détermination des modalités d'installation des nouvelles provinces de l'article 2. Nul ne peut prévoir si cette loi sera votée un jour puisque la liberté laissée au législateur correspond à l'intérêt des districts pauvres dans les provinces riches, notamment, dans notre cas, tous les districts de la Province orientale

hormis l'Ituri. L'espace d'observation de la gouvernance provinciale a donc changé entre le début du projet et la fin de celui-ci puisqu'il était prévu que la Province orientale soit scindée et tout le travail avec la société civile, politique et de recherche sur le terrain était centré sur l'Ituri et qu'il a fallu, au fur et à mesure que le projet avançait, modifier les conditions de travail scientifique. On sait que le Nord Kivu, issu d'une scission de l'ancien Kivu en 1987, ne fera pas l'objet d'une nouvelle division. Etant donné qu'un projet de thèse de doctorat était centré sur les provinces, celui-ci a pris un retard légitime.

2) Par ailleurs, en 2010, le pouvoir central, toujours compétent pour la détermination des limites internes, a créé de nouvelles entités, dont des communes en milieu rural. Ce changement a créé des conflits entre ces nouvelles entités et les chefferies. Cela a modifié considérablement les rapports de force entre ces entités et les chefferies. Etant donné que l'un des projets de thèse de doctorat était centré sur les rapports entre les chefs traditionnels et les formes modernes de gouvernance, celui-ci également a pris un retard légitime.

3) Enfin, il ne faut pas négliger les conséquences de l'insécurité dans les campagnes qui a rendu difficile le travail pour les chercheurs. Dans les zones où les chercheurs travaillaient et où l'ODAG agissait avec la société civile et les acteurs politiques, plusieurs dizaines de milliers de réfugiés cherchaient à survivre dans des conditions difficiles.

Commentaire sommaire sur le déroulement du projet :

Les problèmes de guerre et de paix restent fortement présents au Nord-Kivu et en Ituri.

La population et la société civile sont sensibles aux risques de guerre et de banditisme liés au commerce illégal des minerais et au manque d'ordre étatique.

Dès lors, une grande part de l'argumentaire sur la gouvernance est en porte-à-faux pour savoir qui est responsable du désordre et des méfaits qui touchent la population locale.

L'instabilité constatée est en partie liée à des vieilles pratiques que les Congolais ont développées à l'époque coloniale de résistance au pouvoir étatique colonial et, ensuite, de résistance au pouvoir post colonial du maréchal Mobutu. Dès lors, l'illégitimité relative du désordre dans le Nord-Kivu et dans l'Ituri rend plus compliquée l'acceptation même du principe de l'Etat de droit.

Lié à cela, concrètement, les acteurs politiques locaux sont toujours en train de pratiquer le néopatrimonialisme (JF Médard « Les paradoxes de la corruption institutionnalisée » in *Revue Internationale de Politique comparée*, vol. 13, 2006/4, pp 697-710) ce qui signifie qu'ils accaparent des richesses locales en mêlant le patrimoine public et leur propre patrimoine.

L'effectivité d'une bonne gouvernance, voire d'un Etat de droit, repose sur la crédibilité de l'Etat de droit. Or, dans un système instable tel que celui vécu dans le Nord-Kivu, les pratiques néopatrimoniales représentent une garantie individuelle alors que les croyances en l'Etat de droit ont un crédit individuel moindre. On se trouve classiquement dans une situation où le nombre de « free riders » rend la gestion collective inefficace, inefficace voire inutile.

Le défi de la bonne gouvernance dans le Nord-est du Congo n'a de chance d'être gagné que si les élections sont répétées à intervalle régulier et que si les électeurs finissent par représenter une sanction crainte par les responsables politique locaux plus que le pouvoir de Kinshasa et le pouvoir militaire local. L'Observatoire de la décentralisation et de la gouvernance (ODAG) qui a été mis sur pied dans le cadre du projet PIC est forcément basé sur le respect des premiers principes de l'Etat de droit, à savoir, les élections à intervalle régulier. Il met dès lors tout en œuvre pour favoriser, organiser et soutenir l'organisation des élections telles qu'elles ont été prévues constitutionnellement et contribuer ainsi au renforcement de l'Etat de droit.

Dans la mesure cependant où l'objectif général de ce projet interuniversitaire ciblé consiste à intégrer un pôle de recherche-action interuniversitaire sur la bonne gouvernance et les pratiques efficaces en RDC dans des réseaux politiques à la base et au sommet, l'année qui vient de s'achever marque un grand pas en avant. En effet, l'ODAG, qui avait réussi en 2010 à réunir à Goma les députés provinciaux du Nord-Kivu alors qu'ils ne se parlaient plus pour tenir avec eux une session de formation sur la décentralisation et la bonne gouvernance ; de même en Province orientale à Kisangani et enfin avec la société civile à Butembo. Lors de cette dernière réunion en septembre 2013, une motion de la société civile a été approuvée

mentionnant des pratiques efficaces déjà utilisées par certains pouvoirs locaux et recommandant la bonne gouvernance aux futurs élus locaux et provinciaux. L'Observatoire de la Décentralisation de l'Administration et de la Gouvernance est d'ores et déjà identifié comme un partenaire apprécié de la formation des élus provinciaux, avec mise au point d'outils pédagogiques et formation d'acteurs de la société civile. Les formations ont permis d'identifier avec les partenaires locaux les pratiques efficaces en RDC et de mesurer l'adéquation entre les besoins des populations et le travail des politiques, ce qui constituait les résultats attendus de notre projet.

Malgré le fait que durant chaque année de notre projet, les hypothèses conditionnant la réussite de notre travail n'aient pas été vérifiées, nous avons pu avancer vers notre objectif spécifique de contribution par la formation et la recherche à l'amélioration de la gouvernance provinciale et locale sur le plan politique et administratif dans la province du Nord-Kivu et en Province orientale. Rappelons en effet que la sécurisation de la région n'est toujours pas assurée d'une part parce qu'il reste toujours des milices locales, de deuxième part parce que la gestion des ressources humaines et naturelles est toujours basée sur le brigandage et la terrorisation de la population et enfin de troisième part parce que le règlement diplomatique entre les gouvernements de la RDC, de l'Ouganda et du Rwanda repose à l'heure actuelle sur la force de frappe et le soutien logistique de la MONUSCO et non de l'armée nationale, ce qui réduit à néant la redevabilité sur la première fonction de l'Etat, la fonction régaliennne. L'ODAG est, comme prévu, loin d'être devenu autonome institutionnellement et financièrement mais sa création et sa reconnaissance constitue une avancée significative dans le cadre que nous avons proposé, avec la collaboration du CEFADES et du CEJA.

Nous avons donc atteint quasi tous les objectifs spécifiques de notre projet malgré les difficultés énormes rencontrées sur le terrain, à savoir :

- O.S.1 : Formation Provinces.

Nous avons organisé des séminaires de formation des acteurs provinciaux, tant élus que société civile, sur la loi sur la décentralisation qui a été votée après l'introduction du projet ; la formation des élus issus des élections locales n'a pas pu être réalisée puisque les élections n'ont pas pu être organisées. Le séminaire de formation des organisations de la société civile à Butembo a été organisé et a porté sur la Constitution, les lois essentielles et le budget des institutions publiques. Enfin, un dernier séminaire a permis de mettre au point une Charte de bonnes pratiques destinée au monde politique provincial et local.

- O.S.2 : Outils pédagogiques.

La documentation et la formalisation des documents utilisés pour les formations précédentes a été améliorée en fonction des critiques entendues. Les participants ont pu critiquer les formations et des améliorations ont pu être apportées à ces outils.

- O.S.3 : Recherche-Action.

La réflexion scientifique sur la décentralisation au Congo a été continuée, non de manière ponctuelle et structurée dans un séminaire mais de manière continue et interactive par des dialogues incessants entre les partenaires au projet. Les entretiens individuels avec les personnels politiques et les acteurs sociaux, modernes et coutumiers ont été inscrits dans le cadre des recherches doctorales menées parallèlement. Enfin, les pratiques efficaces possibles ont été identifiées dans le cadre de l'Est de la République démocratique du Congo. Le seul point non achevé à l'heure actuelle, c'est la réalisation des thèses de doctorat qui n'ont pas encore été terminées pour le moment. Il reste environ une année de travail aux doctorants s'ils peuvent consacrer du temps à l'écriture pour achever la rédaction de leur ouvrage.

- O.S.4 : Pôle bonne gouvernance

L'Observatoire de la Décentralisation de l'Administration et de la Gouvernance a déterminé ses champs d'étude dans la pratique, a commencé à faire travailler ses membres en fonction des objectifs assignés, a commencé à suivre les travaux de thèses et à évaluer son action. Dès lors, en fonction de l'évolution du contexte international et national, les objectifs spécifiques de la troisième année du projet deviennent les suivants.

Description des activités menées dans le cadre du projet.

- O.S.1 : Formation Provinces.

Lors de la première année de fonctionnement réel, un séminaire a été tenu dans des circonstances exceptionnelles à Goma et dans des conditions plus classiques à Kisangani. Ce séminaire s'est tenu les 25 et 26 janvier 2010 à Goma puis le 28 et 29 janvier à Kisangani. Il a pu réunir 32 députés provinciaux nord-kivu à l'hôtel Ishango à Goma à un moment de tension politique très vive et une cinquantaine de députés provinciaux « orientaux » dans les locaux de l'assemblée provinciale à Kisangani. Les intervenants, au nombre de trois, représentaient les forces mobilisables dans le cadre du Projet interuniversitaire ciblé, à savoir l'abbé Apollinaire Malumalu, recteur honoraire de l'Université catholique du Graben, directeur de la Fondation universitaire du Graben, président en exercice de la Commission électorale indépendante, le professeur Angélu Mafikiri Tsongo, recteur de l'Université catholique du Graben et professeur de gestion et Pierre Verjans, membre de la Cellule d'Appui politologique en Afrique- Caraïbes de l'Université de Liège.

Dans les contacts officiels avec les présidents des assemblées provinciales concernées, le séminaire était présenté comme permettant un échange sur la Constitution de la République démocratique du Congo, le processus de décentralisation, le cadre stratégique de la décentralisation, les principes de gouvernance, la reddition de comptes sur le plan financier et la liaison entre développement et reconstruction. Bien entendu, les contacts informels ont été indispensables, nombreux, téléphoniques, incessants en fait durant les deux semaines qui ont

précédé les séminaires entre partenaires de la formation et entre l'abbé Malumalu et les dirigeants des assemblées provinciales.

Une difficulté particulière s'est imposée au Nord Kivu. Durant le dernier trimestre de l'année 2009, aucune réunion de l'assemblée provinciale n'avait pu se tenir, le quorum n'étant pas atteint tant le niveau de méfiance entre les représentants politiques était intense. Ces tensions reprenaient en partie les tensions à l'origine des guerres congolaises entre les représentants des populations dites rwandophones, tutsies en réalité et ayant voté en masse pour le RCD-Goma et les représentants des populations « autres » ayant voté en masse pour le PPRD. Mais ces tensions étaient doublées par les tensions survenues à l'intérieur même du PPRD pour diriger la province et le débat était rendu impossible. Les négociations menées par l'abbé Malumalu, ancien représentant de la société civile au Nord Kivu à l'époque de la guerre civile ont permis que notre séminaire se tienne, ce qui n'est, tout compte fait qu'un détail de l'histoire de l'Afrique des grands lacs mais surtout que, par la dynamique mise en place durant le séminaire, les réunions de l'assemblée provinciale puissent à nouveau se tenir après notre départ.

Dans la province orientale, la situation était moins tendue et seul le MLC, majoritaire dans les districts occidentaux de la province mais minoritaire sur l'ensemble du territoire a freiné l'organisation du séminaire et a tenté des interventions stimulantes lors de la tenue du séminaire.

Le séminaire de Goma s'est étalé sur deux jours, avec un programme que l'on trouvera en annexe 2. Le séminaire de Kisangani s'est étalé sur deux jours également, avec un programme adapté aux vols de l'aviation civile.

L'objectif du séminaire apparaît comme une réflexion sur la gouvernance provinciale et la décentralisation. De prime abord, ces objectifs peuvent être facilement utilisés par les élus afin d'atteindre la réélection, une meilleure gouvernance menant en principe à une satisfaction du citoyen et donc de l'électeur. Dans un second temps, l'objectif du séminaire est de tenter de faire prendre conscience que la planification est possible même dans un pays aussi pauvre en infrastructures, en quadrillage administratif et en respect de la hiérarchie des normes. Faire prendre conscience aux responsables politiques que rassembler des informations, les trier, les ranger et donner des priorités à des actions possibles des pouvoirs publics constituait l'objectif plus fondamental, à long terme, des interventions du séminaire, longuement préparées en commun dans les semaines qui précédaient la prestation. La maîtrise technique des règles de décentralisation en vigueur constituait une ambition peut-être un peu trop haute pour les élus provinciaux dont la formation initiale et le mode de fonctionnement préalable ne fournissent pas les conditions optimales de connaissance des systèmes juridiques modernes.

Sur le plan formel, les deux séminaires de janvier 2010 se sont déroulés dans le respect des habitudes protocolaires en vigueur dans le pays, avec une hiérarchie tatillonne, un formalisme propre, une distance respectueuse assortie d'une hospitalité familière dès que les premiers affrontements ont donné l'espace et la reconnaissance aux plus assertifs. Les inévitables retards liés aux difficultés de déplacement, au harcèlement familial et clanique des élus, à la

difficulté d'organisation ont obligé à adapter les programmes de manière continue, en cours de journée et d'une journée à l'autre.

L'essentiel de la dynamique formative repose sur une large place laissée aux interactions, aux questions des séminaristes, aux interpellations en retour après des réponses éventuellement jugées non satisfaisantes. Chaque unité d'intervention était composée de deux heures, à raison de vingt minutes d'exposé et d'une heure quarante de débat avec les députés. De nombreuses fois ailleurs, la Cellule d'Appui politologique en Afrique-Caraïbes a pu constater que le fait de laisser une grande place aux questions, aux réponses et au débat permettait non seulement d'augmenter sensiblement le degré de satisfaction des participants mais aussi d'améliorer nettement le niveau d'appropriation des concepts voire l'identification des acteurs politiques les plus en pointe sur le plan technique. Les partenaires de l'Université catholique du Graben ont partagé ce point de vue. Cette interaction continue exige bien entendu de la part des formateurs une maîtrise correcte de la matière, bien plus substantielle que celle qui est nécessaire à un exposé *ex cathedra* comme les citoyens congolais ont trop souvent eu l'occasion de vivre depuis l'invasion du pays par les organisations non gouvernementales, les organisations internationales et tous les spécialistes de la reconstruction d'Etat.

A Goma, la situation particulière et la dramatisation de l'enjeu simplement dialogique a introduit un débat sur le rôle des élus dans une nouvelle démocratie où les concepts classiques de la transitologie ont été vulgarisés dans un échange fondamental pour la résilience du vivre-ensemble de l'assemblée provinciale. Autrement dit, on conseille de reporter à plus tard le jugement des criminels de guerre en attendant de stabiliser le régime. Dans la plupart des pays en transition, cette étape a été franchie après une génération, c'est-à-dire après vingt-cinq ou trente ans.

Le séminaire à destination des organisations de la société civile a permis de mettre à niveau les connaissances des représentants des organisations non gouvernementales actives dans le Nord du Nord Kivu. La réunion de formation et débat s'est tenue à Butembo, dans les locaux du Centre de formation et d'animation pour un développement solidaire CEFADES, au campus « Horizon » de l'Université du Graben le 19 juillet 2010. Elle a réuni, au moment où les troubles du Ruwenzori ont mis 70.000 réfugiés sur les routes, 47 participants provenant du « Grand Nord », c'est-à-dire du Nord du Nord Kivu, de Lubero jusqu'à Kasindi en passant par Beni. L'absence de trois invités devant animer des carrefours nous a contraints à modifier quelque peu l'organisation des carrefours et la mise en commun été bousculée. Une part importante de l'explication à ces absences et à la précipitation de la clôture de la journée est liée à l'insécurité en ville. Plusieurs meurtres ayant eu lieu à Butembo durant le mois de juillet ont été interprétés par de nombreux habitants comme une tentative d'intimidation des citoyens risquant de se prolonger, de s'aggraver et de tomber sur toute personne marchant en rue après vingt heures. L'heure du coucher du soleil était donc considérée comme l'ultime moment du départ. Le nombre de meurtres ayant augmenté durant la semaine qui précédait notre séminaire ajoutait à l'insécurité ordinaire de la province depuis la guerre civile. Le séminaire a permis une mise à niveau des connaissances des animateurs de la société civile, mise à

niveau indispensable aussi pour cette catégorie de citoyens. Par deux fois, par exemple, des avocats représentants d'association de droits de l'homme ont posé des questions révélant une méconnaissance étonnante de la constitution.

L'Observatoire de la Décentralisation de l'Administration et de la Gouvernance (ODAG), en partenariat avec la cellule d'appui politologique en Afrique Centrale (CAPAC) a organisé deux colloques sur le thème « Paix, Gouvernance et politiques publiques » ou « La paix par le droit » à Goma le 6 août 2011 et à Bunia le 19 août 2011. Ces colloques avaient pour but d'étudier en quoi les politiques publiques et les modes de gouvernance participent à l'édification de la paix en République Démocratique du Congo.

Ces colloques étaient destinés aux acteurs de la gouvernance et aux faiseurs de politiques publiques donc principalement les députés provinciaux, les animateurs des Entités Territoriales Décentralisées et entités territoriales déconcentrées présents à Goma ainsi qu'aux « faiseurs de paix », c'est-à-dire principalement le programme STAREC ainsi que les Organisations Non Gouvernementales actives dans ce domaine. A Goma, on soulignera la présence du Gouverneur de province au début, pour l'ouverture du colloque et à la fin, pour la présentation du cadastre et la fermeture du colloque. A Bunia, c'est le représentant du Chef du district de l'Ituri qui a introduit le colloque. Au cours de ces deux colloques, ont été abordés les thèmes liés aux politiques publiques (emploi, foncier, infrastructures) ainsi qu'à la gouvernance et ses modes (élections locales, décentralisation, etc.) comme faiseuses de paix.

L'Observatoire de la Décentralisation de l'Administration et de la Gouvernance (ODAG), en partenariat avec la Cellule d'Appui Politologique en Afrique-Caraïbes de l'Université de Liège a organisé le 15 juillet 2013 un colloque sur la gouvernance. Cet atelier avait pour objectif principal *la rédaction d'une charte de bonnes pratiques de gouvernance* qui réponde à différents défis en matière de gouvernance provinciale et locale au Nord-Kivu.

Les objectifs spécifiques de cette rencontre étaient les suivants :

- Former et renforcer les capacités des acteurs étatiques et non étatiques locaux et provinciaux à cerner leurs problèmes de gouvernance, à les analyser et d'identifier des pistes de solutions adaptées à leur environnement.
- Comprendre les principes et valeurs de la gouvernance qui servent des lignes directrices dans les discussions relatives aux problèmes politiques, économiques, sociaux, éducatifs et environnementaux dans les pays dits de vieilles traditions démocratiques.
- Partager les expériences en matière de gouvernance entre les acteurs étatiques et non étatiques locaux et provinciaux.

- Créer un cadre permanent de concertation entre l'Odag et les acteurs étatiques et non étatiques autour de la mise en œuvre de la charte de bonnes pratiques de gouvernance en particulier et de l'amélioration de la qualité de la gouvernance en général.

L'après-midi a été consacré dans un premier temps à des travaux en carrefour, permettant aux participants de travailler sur la charte de bonnes pratiques. Ensuite, les carrefours ont présenté en séance plénière les conclusions de leurs travaux et une synthèse des travaux a permis d'ébaucher une charte de bonnes pratiques de la société civile du Nord Kivu. La charte doit être solennellement publiée dès l'organisation des élections locales à venir.

Le séminaire de septembre 2013 avait comme objectif principal la présentation de la Charte de Bonnes pratiques de gouvernance qui répond à différents défis en matière de gouvernance provinciale et locale au Nord-Kivu. Conscient du rôle qu'il doit jouer dans l'impulsion d'une gouvernance adéquate en République Démocratique du Congo, l'Observatoire de la Décentralisation, de l'Administration et de la Gouvernance, (O.D.A.G. en sigle) a réuni les acteurs étatiques et non étatiques de cette partie du pays afin de présenter la Charte de bonnes pratiques de gouvernance. Cette réunion fait suite à celle de mois de juillet qui était axée sur la question de la rédaction de cette charte.

Cette rencontre avait quatre objectifs :

- Appropriation de la Charte par les acteurs étatiques et on étatiques locaux et provinciaux ;
- Former et renforcer les capacités des acteurs étatiques et on étatiques locaux et provinciaux pour résoudre les problèmes de gouvernance ;
- Analyser et identifier des pistes de solution adaptées à l'environnement politique actuelle ;
- Partager les expériences en matière de gouvernance et de décentralisation entre les acteurs étatiques et non étatiques locaux et provinciaux ;
- Créer un cadre permettant de concertation entre l'ODAG et les acteurs étatiques et non étatiques autour de la mise en œuvre de la charte de bonnes pratiques de gouvernance en particulier et à l'amélioration de la qualité de la gouvernance en général ;

Présenter l'ODAG (processus de création, objectifs, actions et finalités, partenariat), la charte (objectifs, acteurs, mise en œuvre), distribution et vulgarisation auprès des acteurs étatiques et non étatiques.

- O.S.2 : Outils pédagogiques.

Plutôt que de se baser sur des outils pédagogiques techniquement au point mais sous-utilisés dans une société où l'apprentissage oral reste prépondérant, la répétition des thèmes par des

formateurs divers, ancrés dans la connexion entre le monde universitaire et la société civile garantit mieux une expansion des savoirs sur la bonne gouvernance et les pratiques efficaces. Les nombreux ouvrages de pédagogie utilisés par les organisations internationales destinés à garnir les fonds de tiroir de décideurs bien décidés à n'en pas tenir compte pèsent moins que les débats entre acteurs de la société civile et acteurs politiques sur base du devoir de rendre compte de son travail devant les électeurs. Néanmoins, continuant la collaboration avec le CEJA, Centre d'études juridiques appliquées et la CEFADES, Centre de formation et d'animation pour un développement solidaire, tous deux issus de l'Université catholique du Graben, l'ODAG a distribué les interventions des formateurs sous forme de texte ou de copies de présentations de diapositives. En outre, la diffusion de la charte de bonne gouvernance a été assurée dans la province du Nord Kivu.

- O.S.3 : Recherche-Action.

Les objectifs fixés dans le projet interuniversitaire ciblé prévoyaient une avancée de la connaissance du contexte socio-politique du Nord-Kivu et de la Province orientale grâce à l'interaction des recherches effectuées par les doctorants. Ils prévoyaient également la participation des doctorants à des formations dispensées en Belgique. Le rapport des deux doctorants, M. Augustin MUHESI et M. Gaucher KIZITO montre que les objectifs ou en tout cas la plupart d'entre eux ont été atteints.

- L'avancée de la connaissance socio-politique du Nord Kivu et de la province orientale

Les travaux de terrain des deux doctorants ont permis de mieux connaître ces contextes socio-culturels, ce qui a notamment permis la réalisation fructueuse des deux colloques du mois d'août.

- Théorisation-validation des résultats : Cette théorisation est bien avancée pour les deux doctorants malgré les difficultés locales : les logiques de gouvernance appliquées ou niées dans les provinces du Nord-Est de la République démocratique du Congo ont été mises à jour après un long travail de lecture des auteurs de référence et un état de l'art sur la question.
- Evaluation de l'avancement des recherches :
Des activités de recherche-action permettant une meilleure connaissance du contexte sociopolitique de la Province du Nord-Kivu et orientale de la République démocratique du Congo, impliquant un développement des réseaux interuniversitaires entre institutions de la RDC et celles de Belgique francophone : les travaux de terrain des deux thésards ont permis de mieux connaître les contextes socio-politiques des provinces du Nord Kivu et de la province orientale, tant au niveau provincial que local et coutumier.

Les missions de janvier et juillet 2013 étaient essentiellement centrées sur la fin du projet par le débat autour d'une charte de pratiques efficaces au Nord Kivu. Le principe consistait à mettre en évidence des pratiques locales et des règles juridiques internes à la RDC, de manière à faciliter l'appropriation locale et à diminuer la résistance au changement qui prend parfois la forme d'une résistance à l'étranger, ce qui est bien compréhensible dans une province qui a eu à souffrir de multiples invasions depuis plusieurs générations. Le fait que la rencontre de juillet 2013 ait pu se passer dans la salle « Patrice Emery Lumumba » de l'Université catholique du Graben, avec la coopération universitaire au développement, a facilité l'appropriation par les Kivutiens de la parole et de la décision.

- O.S.4 : Pôle bonne gouvernance

Par l'organisation de l'atelier sur la charte de bonne gouvernance suivi par un nombre conséquent de participants, la visibilité régionale de l'ODAG s'est accrue. Divers acteurs de la société civile et des acteurs politiques significatifs ont pu travailler ensemble pour déterminer les pratiques légitimant le pouvoir politique et tentant de diffuser ces bonnes pratiques auprès de dirigeants soucieux d'affronter les prochaines échéances électorales en position avantageuse. Depuis les diverses activités menées par l'ODAG, il a été interpellé plusieurs fois pour intervenir dans des explications sur la vie politique.

Liège, le 16 mars 2014.

Pierre Verjans
Université de Liège.

ANNEXES : Rapports de thèse des deux doctorants.

Université Catholique du Graben
Faculté des sciences sociales, politiques et administratives
Observatoire de la décentralisation, de l'administration et
de la gouvernance (Odag).

Rapport d'activités doctorales de Kahindo Muhesi Augustin
(juillet 2009- décembre 2013).

Introduction

Ce rapport a pour objectif de montrer notre participation à la réalisation du PIC *Bonne gouvernance provinciale, pratiques efficientes*. En effet, dans la présentation du PIC Bonne gouvernance provinciale, pratiques efficientes, il est écrit : « L'objectif général consiste à intégrer un pôle de recherche-action interuniversitaire sur la bonne gouvernance provinciale et les pratiques efficientes en RDC dans les réseaux politiques à la base et au sommet. Ce pôle gardera une caractéristique scientifique par son inscription dans des contacts interuniversitaires continus, d'abord avec les partenaires du projet, ensuite, avec le monde universitaire international. Ce pôle n'aura de sens citoyen et d'utilité en terme de développement que s'il se définit par des réseaux qu'il entretiendra avec les responsables politiques élus, avec des les dirigeants des partis politiques et les hauts fonctionnaires d'un côté et avec les bases politiques, associatives, sociales, de l'autre ».

Ce faisant, ce rapport porte sur deux points essentiels : **les activités réalisées et celles non encore réalisées.**

I. Les activités réalisées

Elles concernent trois volets à savoir : **la formation doctorale, la recherche et le Pic-Bonne gouvernance provinciale et pratiques efficientes.** Nous les présentons en indiquant les années d'exécution pour une meilleure lisibilité.

a. La formation doctorale

Cette activité renferme deux principaux axes : l'achèvement de la formation conduisant au DEA et la formation doctorale.

Primo, l'achèvement de la formation conduisant au DEA. Commencée en 2008, cette formation s'est achevée en 2012 par la défense du mémoire de DEA intitulé *Gouverner une ville après les conflits armés Les logiques de la réinvention de l'Etat à Butembo*. Il faut dire que le PIC Bonne gouvernance provinciale pratiques efficaces a pris en charge une bonne partie des frais du dépôt du mémoire.

Secundo, la formation doctorale.

Depuis l'année académique 2009-2010, nous avons été inscrit au doctorat à l'Université de Liège. Depuis lors, nous avons effectué quatre voyages à Liège. Chaque séjour a été sanctionné par un rapport retraçant les activités scientifiques et celles liées aux recherches doctorales. De façon globale, les quatre voyages nous ont permis de :

- maintenir notre inscription à l'université de Liège,
- suivre quelques cours et en présenter les examens,
- participer à plusieurs séminaires et conférences,
- co-animer des conférences sur des sujets se rapportant à la politique congolaise,
- défendre lors de « Midi de la Cud », l'effectivité du PIC Bonne gouvernance provinciale, pratiques efficaces,
- Obtenir l'attestation de fin de crédits nécessaires dans la formation doctorale au cours de l'année 2012-2013, il ne restait que la soutenance de la thèse comme activité de la terminaison.

b. La recherche

Le PIC Bonne gouvernance provinciale, pratiques efficaces nous a permis de franchir des pas significatifs dans nos recherches. Outre la finalisation et la défense de notre mémoire de DEA en janvier 2012 dans la salle Lumumba de l'Université Catholique du Graben, le financement octroyé dans le cadre du PIC Bonne gouvernance provinciale, pratiques efficaces largement a contribué à la réalisation des recherches relatives à notre thèse de doctorat. En réalité les activités ci-après ont été menées :

- Lire intensément des écrits scientifiques en vue de comprendre les logiques qui existent sur les questions de la gouvernance et de la régionalisation,

- Discuter régulièrement avec le promoteur de notre thèse, le professeur Pierre Verjans,
- Déterminer un objet d'étude à l'issue de longs exercices de comparaison entre les réalités du terrain et la littérature existante ;
- Concevoir un plan de travail provisoire et le soumettre au promoteur pour approbation,
- Mettre sur pied des guides d'entretien utiles à la récolte des informations,
- Effectuer d'importantes descentes de recherche à Goma et à Kisangani en vue de récolter des informations sur le fonctionnement concret des institutions politiques provinciales. En effet, durant ces voyages, nous avons d'une part interviewé les acteurs étatiques et non étatiques de la gouvernance provinciale et photocopié d'autre part, certains documents renseignant sur le fonctionnement des institutions politiques provinciales,
- Traiter les informations récoltées auprès des institutions politiques provinciales,
- Rédiger progressivement le premier brouillon de notre thèse,
- Terminer le premier brouillon de notre thèse et le transmettre aux trois membres du comité le 20 janvier 2013,
- Corriger le brouillon de thèse entre juillet et septembre 2013 en essayant de rendre le texte plus lisible conformément aux remarques de promoteur;
- Transmettre en septembre 2013 le nouveau brouillon retravaillé au promoteur de thèse et ce, en attendant jusqu' en ces jours l'implication d'autres membres du comité.

c. Le PIC-Bonne gouvernance provinciale : quelques activités de visibilité

En plus de la formation académique des doctorants, le PIC Bonne gouvernance provinciale, pratiques efficaces a permis la réalisation d'autres activités en rapport avec ses objectifs spécifiques. En effet, dans la présentation de ce PIC il est écrit : « (...) Former et renforcer les capacités des parlementaires provinciaux ainsi que des fonctionnaires provinciaux par la formation et la diffusion d'une charte de bonnes pratiques de gestion à rédiger entre les élus et leur base mais aussi par la mise à la disposition des fonctionnaires et des élus de modules de formation sur des points précis à définir en commun avec les animateurs du pôle. (...). Construire un pôle de bonne gouvernance qui implique une formation et un renforcement des capacités universitaires locales en matière de bonne gouvernance et de pratiques efficaces en

politiques publiques et, pour ce faire, exige la finalisation et la défense de deux thèses de doctorat ».

Consécutivement à ces objectifs spécifiques, nous avons pris part aux activités ci-après :

- Participation à un atelier organisé par l'Université Catholique du Graben et l'Université de Liège à Goma en 2010 à l'intention des députés provinciaux du Nord-Kivu,
- Présentation d'une communication « la démocratie et la paix » lors d'un colloque organisé à Goma ayant pour thème la paix par le droit en 2011. Ce colloque a été l'œuvre du PIC Bonne gouvernance provinciale, pratiques efficaces et de la Cellule d'appui politologique en Afrique centrale de l'Université de Liège,
- Présentation d'une communication « la démocratie et la paix » lors d'un colloque organisé à Bunia en Ituri à l'intention des fonctionnaires et des acteurs de la société civile locale. Ce colloque a été financé par le PIC Bonne gouvernance provinciale, pratiques efficaces et la Cellule d'Appui politologique en Afrique centrale de l'Université de Liège,
- Participation à un atelier d'évaluation de la première législature, financé par le PNUD à l'intention des députés provinciaux et des membres du gouvernement provincial du Nord-Kivu à Goma en 2012. Nous y avons pris part en qualité de doctorant,
- Participation à un colloque organisé dans les enceintes du CEFADES de l'Université Catholique du Graben dans le cadre du PIC Bonne gouvernance provinciale, pratiques efficaces en 2012,
- Participation à l'atelier sur la gouvernance tenu par l'Observatoire de la décentralisation, de l'administration et de la gouvernance le 15 juillet 2013,
- Participation à la préparation et finalisation de la charte de bonnes pratiques entre juillet et août 2013,
- Participation à l'atelier de la présentation de la charte des bonnes pratiques efficaces de gouvernance organisé par l'Odag en septembre 2013,
- Participation à l'atelier sur l'état de lieu de la décentralisation organisé par la division provinciale de décentralisation et affaires coutumières du Nord-Kivu en

partenariat de l'ONG *Mercy corps* en décembre 2013 à l'hôtel Joli Rêve de Butembo. Nous y avons été comme représentant de l'Odag,

- Participation à un séminaire sur la décentralisation en RDC, organisé par la Cellule technique d'appui à la décentralisation (CTAD) en janvier 2013. Nous y avons été invité comme représentant de l'Odag,
- Présentation d'une communication portant sur les leçons à tirer de l'exécution de la Pic Bonne gouvernance provinciale, pratique efficiente lors de l'atelier organisé par l'Odag en septembre 2013,
- Participation à l'atelier de la présentation de la charte de bonnes pratiques de gouvernance, organisé par l'Odag dans la salle Lumumba le 15 juillet 2013,
- Rédaction et distribution gratuite d'un feuillet intitulé la gouvernance en un clin d'œil en juillet 2013,
- Modération d'une conférence sur le processus de décentralisation en RDC, organisé par la division provinciale de la décentralisation et affaires coutumières et l'Odag à l'Université Catholique du Graben le lundi 3 février 2014. Cette conférence a réuni quelques étudiants de l'Université Catholique du Graben et ceux d'autres institutions de la ville.

II. Les activités non encore réalisées : la finalisation de notre thèse de doctorat et autres.

Elles se rapportent essentiellement à la finalisation de la thèse. Alors que le premier brouillon de notre thèse a été envoyé aux membres du comité de thèse le 20 janvier 2013, la finalisation de notre thèse traîne et semble évoluer à pas de tortue. En ces jours, nous n'avons reçu que les seules observations du Prof. Pierre Verjans qui en est le promoteur.

A la suite des dernières recommandations du promoteur qui conditionne la relecture de notre texte par sa validation préalable dans des séminaires doctoraux, nous avons pris les initiatives ci-après :

-Confier dès octobre 2013 notre texte de thèse à deux professeurs qui ne font pas partie de notre comité de thèse pour lecture, ce qui nous permettra également de bénéficier de leurs critiques et améliorer notre texte. Il s'agit du Prof. Isango Idi-wa-Nzila de l'Université de Lubumbashi et du Prof. Malonga Téléphore de l'Université Catholique du Graben. Dans ce même ordre de raisonnement, nous l'avons également confié au docteur Jean- Claude

Mputu, ancien de l'université de Liège pour lecture. A ce jour, nous avons déjà eu les observations du Prof. Malonga Télésphore sur plus de la moitié du texte ;

- Présenter graduellement le texte aux professeurs et aux collègues chercheurs de l'Université Catholique du Graben dans le cadre du Midi de l'interdisciplinarité organisé conjointement par l'Ecole doctorale de l'UCG et le Centre des recherches interdisciplinaires du Graben.

En perspective, nous projetons une autre grande présentation dans la deuxième quinzaine de ce mois de mars dès l'arrivée à l'Université Catholique du Graben du Prof. Isango de Lubumbashi. Il s'agira spécialement de lui rendre compte du contenu de la thèse, mais aussi et surtout d'avoir ses observations et remarques à propos de notre texte que nous lui avons envoyé depuis octobre. Il ne cesse de nous rassurer qu'il le découvre graduellement.

C'est en fonction de ces observations et remarques que nous allons devoir corriger de nouveau notre texte et l'envoyer au promoteur pour une nouvelle évaluation.

Conclusion

Le PIC Bonne gouvernance provinciale, pratiques efficaces produit des effets certains. Si la création de l'Odag est devenue une réalité, il faut encore que cet observatoire soit consolidé. Ce qui exige la mise en place d'un plan d'action approprié et un marketing de mobilisation des fonds nécessaires. Il faut dire en passant que l'Odag reste dépourvu d'une structure organisationnelle claire.

Par ailleurs, il nous semble qu'un calendrier et un engagement réel de différents acteurs impliqués dans la finalisation des thèses s'avèrent plus importants.

Pallier ces défis permettre, à notre avis à l'Odag, d'aller de l'avant.

Fait à Butembo, le 10 mars 2014.

Kahindo Muhesi Augustin

RAPPORT GLOBAL D'ACTIVITES DE RECHERCHES DOCTORALES DE 2009 à 2013 de Gaucher Mbusa Kizito

Le présent rapport s'articule sur trois axes importants, à savoir les activités de recherches doctorales menées, à mener et quelques pistes de solution.

Ces activités menées visent la finalisation de mes recherches et par là même, la visibilité de l'ODAG.

Pendant les cinq années du projet, j'ai réalisé des activités scientifiques. Il demeure néanmoins d'autres activités à mener.

I. Activités réalisées

Année 2009-2010 :

Au cours de cette année, j'ai mené des activités accomplies dans le cadre de mon DEA et de la formation doctorale à Butembo et à Liège/Belgique.

A. Butembo

Les activités réalisées ont porté sur plusieurs axes, à savoir des discussions relatives au projet de thèse avec les Professeurs Pierre Verjans de l'Ulg, Tessy Bakari de l'Université de Laval dans le cadre du séminaire sur les méthodes en sciences sociales, Matsoro Vutondo Amédée de l'UCG, Isango Idi Wanzila de l'Université de Lubumbashi et Wamu Oyatambwe de l'UCG. C'est également dans ce même sens que j'ai effectué des descentes en Territoire de Lubero au Nord-Kivu notamment à Kanyabayonga, à Luofu, à Kirumba, à Mbingi, à Musienene, à Manguredjipa, à Mambasa-Mabono et à Lubeero. Pendant ces descentes, nous avons pris contact avec les différentes autorités politico-administratives et les acteurs de la société civile. Participation à la formation des acteurs de la société civile à Lubero sur la bonne gouvernance. Ce séminaire est organisé par le C.A.CU.DE.KI. du 18 au 23 mai 2010. Thème exposé : *Le rôle des partis politiques dans la gouvernance locale.*

Par ailleurs, j'ai rédigé deux articles parus dans les numéros 7 et 8 de la revue PARCOURS ET INITIATIVES de l'UCG :

- « Contrôle de la constitutionnalité des lois dans la constitution du 18 février 2006 » (Numéro spécial SSPA-Droit dans Revue PARCOURS ET INITIATIVES de l'UCG) ;
- « Décentralisation et gouvernance locale en République démocratique du Congo » (Numéro spécial SSPA-Droit dans Revue PARCOURS ET INITIATIVES de l'UCG) ;

Mai-juin 2009 : Participation aux séminaires à Mambasa-Mavono en Chefferie de Batangi et à Manguredjipa en Secteur des Bapere sur la problématique foncière en territoire de Lubero. Ces séminaires ont été organisés par le Centre d'Animation pour la Culture et le Développement de Kirumba, Centre d'Animation pour la Culture et le Développement de Kirumba, C.A.CU.DE.KI. en sigle.

Participation à l'après-midi des recherches de la Faculté de droit et de science politique tenue en mars 2010 ; Ma présentation a porté sur le régime consacré dans la constitution du 18 février 2006.

B. Liège du 25 octobre 2009 au 22 janvier 2010

Avec le promoteur de l'époque, le Professeur Benjamin Rubbers, les discussions ont porté sur le contexte, la problématique, la méthodologie et la motivation du travail. Il s'en est suivi une orientation bibliographique et une programmation des activités pour cette première année.

Les activités scientifiques réalisées pendant la première année étaient principalement documentaires dans les bibliothèques de l'ULg (Graulich et de Philosophie & Communication) et de l'ULB. Il était question d'avoir une vue globale de l'état de la littérature sur la question de recherche.

- Participation à l'atelier de Pôle Sud sur l'éducation en R.D. Congo le à Liège ;
- Recherche documentaire : octobre, novembre, décembre et janvier à Liège, Bruxelles et à Gand ;
- Comptes rendus des lectures ;
- Participation aux réunions (en tant que membre) et aux conférences du Laboratoire d'Anthropologie Sociale et Culturelle (LASC) donné en novembre et décembre 2009 et en janvier 2010 à l'ULg ;

Dans le même angle d'idées, j'ai pris contact et échangé/ participé:

- avec le responsable du Laboratoire d'Anthropologie Sociale et Culturelle (LASC) de l'ULg aux activités du LASC en tant que membre (Réunions et conférences),
- avec le P.O. Marc Poncelet, aux ateliers de Pôle sud;

- avec le Prof. Th Raeymakers de l'Université de Gent à l'orientation bibliographique ;

Période de 2010 à 2011

A. Butembo

Les activités principales ont été la finalisation des séminaires, des travaux pratiques et du mémoire de DEA.

Les séminaires organisés par l'Ecole Doctorale de l'université ont été suivis et terminés. Il a été question également de la préparation des travaux pratiques et des exposés y relatifs. (cfr Relevé des cotes et des matières et l'attestation de réussite).

Cette formation a été bouclée par la défense du mémoire intervenue au mois de janvier 2011.

J'ai également pris part au séminaire organisé au mois de juillet 2010 par l'ODAG à Butembo. Ce séminaire a porté sur la décentralisation et la réflexion sur l'ébauche de la Charte de bonnes pratiques.

Intervention au colloque de Goma et de Bunia organisé par l'ODAG en partenariat avec la Cellule d'Appui Politologique en Afrique Centrale (C.A.P.A.C.), sur le thème « Paix, gouvernance et politiques publiques » ou la « paix par le Droit » à Goma et à Bunia respectivement le 06 et 19 août 2011.

B. A Liège : octobre 2010 à janvier 2011

Mon séjour à Liège d'octobre 2010 à janvier 2011. Au courant de cette période, j'ai réalisé les activités diverses relatives à la poursuite de ma thèse. Il a été essentiellement question d'approfondir mes connaissances méthodologiques par la participation aux séminaires du Laboratoire d'anthropologie Prospective (LAAP) organisés à l'Université Catholique de Louvain. J'ai eu à présenter le cadre théorique, la méthodologie et le milieu d'investigation. A l'occasion, j'ai eu des retours intéressants de la part des doctorants et professeurs du LAAP.

Dans le cadre de la recherche documentaire, j'ai consulté quelques archives à Tervuren à Bruxelles, à la bibliothèque de l'Université Libre de Bruxelles, à la bibliothèque Graulich.

Durant ce séjour, la première partie de mon projet a été rédigée. Elle a été lu par les Professeurs Roger Kasereka Mwanawavene, Apollinaire Malumalu, Muhindo Malonga Téléphore et Pierre Verjans. Les premières corrections ont été intégrées après ces différentes lectures.

Période de 2011 à 2012

A. Butembo et à Kinshasa

J'ai réalisé des entretiens avec des acteurs locaux (Comités Locaux de Développement) dans la Chefferie des Baswagha. Les entretiens ont été réalisés dans les groupements de ladite chefferie.

Cette année a également été marquée par des activités relatives à l'accord sur la méthodologie avec le Prof Malumalu et la poursuite de la rédaction du cadre théorique à Kinshasa. De même, l'on s'est fixé et arrêté le chronogramme des activités.

A. Liège et Louvain-la-Neuve : de février au mois de mai 2012

Les activités ont porté sur la participation aux séminaires organisés par le LAAP et la rédaction du premier chapitre de la deuxième partie de ma thèse.

Les recherches documentaires se sont également poursuivies dans diverses bibliothèques.

Période de 2012 à 2013

Pendant cette période, les activités réalisées ont portées sur les corrections et la poursuite de la rédaction de la dernière partie de mon projet de thèse. De même, j'ai effectué des descentes sur terrain afin de récolter les données supplémentaires.

Au cours du séjour de P. Verjans à Butembo au mois de juillet de l'année 2012, des séances de travail ont été organisées. Sous la direction de P. Verjans, j'ai eu le retour des collègues chercheurs de la faculté. Le dernier chapitre de la première partie a été lu et les observations soulevées ont été intégrées.

En ce qui concerne la poursuite de la rédaction, la deuxième partie est en voie de finalisation. Le premier chapitre des trois que comportent cette partie est terminé. Pour les deux derniers, quelques enquêtes supplémentaires sont indispensables afin de leur finalisation. Ces enquêtes ont été faites au courant des mois de juillet, août et début septembre dans les différents groupements de la Chefferie des Baswagha. Au cours de ces enquêtes, j'ai bénéficié de l'appui technique (formation des enquêteurs organisée à Butembo du 21 au 26 août) du Forum des Amis de la Terre/Grands Lacs (FAT/GL) en collaboration avec le Centre de Formation et d'Animation pour le Développement (CFAD). La formation prépare à une série d'enquêtes qui seront menées dans la Chefferie des Baswagha. L'objectif est d'arriver à faire le diagnostic socio-foncier de la gouvernance locale.

Par ailleurs, les *midis de l'interdisciplinarité* organisés par le Centre de Recherches Interdisciplinaire du Graben (CRIG) ont été enrichissants pour la continuation de mes recherches. A travers les séances ainsi organisées, j'ai eu des retours d'autres chercheurs sur le thème, la méthode et le cadre théorique de ma recherche.

Au courant du mois de septembre, j'ai fait une présentation lors du séminaire organisé par l'ODAG le 15 septembre 2013. La présentation a porté sur le sujet : « La décentralisation vue par un chercheur ». Les questions qui ont fusé dans la salle ont témoigné de l'intérêt que les acteurs de la gouvernance locale accordent à la décentralisation.

Dans l'entre temps, les recherches documentaires se sont poursuivies localement dans les bibliothèques de l'UCG, du grand séminaire de Vulengera, de l'ODAG, sur les moteurs de recherche comme CAIRN.

Par ailleurs, j'ai participé au séminaire de juillet 2013 au cours duquel les invités ont réfléchi sur l'ébauche de la Charte de bonnes pratiques. Au mois de septembre de la même année, le séminaire de présentation de la Charte a été organisé. J'ai présenté le sujet portant sur « La décentralisation vue par un chercheur ».

II. Activités à mener

Finalisation de la rédaction de deux derniers chapitres de la deuxième partie de ma thèse ; ce qui implique des informations complémentaires :

- Descente sur terrain pour des enquêtes auprès des informateurs ciblés, les chefs coutumiers et les organisations de la société civiles (enregistrement, prises de notes).
- Inscription au programme de doctorat 2013-2014
- Dépôt de la première mouture au comité de thèse
- Inscription au programme de doctorat 2014-2015
- Défense au courant de l'année académique 2014-2015

III. Difficultés et pistes de solution

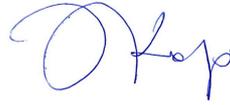
Plusieurs difficultés se dressent sur le parcours. Les plus à vue sont :

- La non organisation jusqu'à l'heure actuelle des élections locales. Dans l'entretemps, je travaille sur ce qui est déjà fait dans la cadre de la décentralisation.
- Les comités locaux de développement semblent être en veilleuse.
- La connexion à l'internet ;

- La disponibilité des ouvrages de l'ODAG

Fait à Butembo, le 10/3/2014

Doctorant



Mbusa Kizito Gaucher